

d'une telle politique se font déjà sentir par les statistiques commerciales des colonies. Par exemple, l'Afrique occidentale française.

En 1919, la balance commerciale de cette colonie s'établissait ainsi : Importations, 292 millions; exportations, 324 millions.

En 1925, les chiffres sont respectivement : Importations: 1.115 millions ; exportations : 900 millions (la part de la France passe de 35 à 47 % dans les importations et de 54 à 62 % dans les exportations).

Au tout récent banquet de l'Union coloniale française, où prit la parole M. Poincaré, M. Marsal a donné cette précision : Le commerce extérieur de l'ensemble des colonies françaises s'est accru de 400 pour cent relativement aux chiffres d'avant-guerre (5 milliards et demi (francs-or) en 1926, contre 1 milliard et demi en 1913).

Le capitalisme français est donc décidé à défendre l'intégralité de son Empire colonial. Or d'autres Etats privés de colonies (Allemagne, Italie) réclament un nouveau partage et sont décidés à l'obtenir fût-ce au prix de guerres (de telles guerres d'ailleurs peuvent être considérées à tous égards comme inévitables). On comprend dès lors pourquoi M. Poincaré et les portes-paroles de l'impérialisme français étendent la patrie bourgeoise jusqu'aux plus lointaines possessions océaniques, déclarant qu'ils ne peuvent tolérer qu'on entame leur patrimoine matériel et moral (2).

Nous aurons l'occasion d'étudier d'une façon plus approfondie les différentes théories échafaudées par les économistes bourgeois pour légitimer le colonialisme. Elles reposent généralement sur « l'intérêt » et le « devoir ». M. Leroy-Beaulieu, défenseur de la première thèse, a emprunté comme épigraphe à un de ses ouvrages (3) cette phrase de Stuart Mill : « On peut affirmer que dans l'état actuel du monde, la fondation des colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un vieil et riche pays. » La thèse du « devoir » a trouvé son expression la plus parfaite chez M. Gide (4) « La colonisation n'est pas une question d'intérêt, mais une question de devoir. Il faut coloniser parce qu'il y a obligation morale (sic) pour les peuples comme pour les individus, d'employer les forces et les avantages qu'ils ont reçu de la Providence (!) pour le bien général de l'Humanité. »

(2) Il convient aussi de ne pas oublier qu'au cours de la guerre capitaliste de 1914, la France a importé de ses colonies 887.000 indigènes à titre de matériel humain répartis en 540.000 soldats et 347.000 travailleurs d'usine.

(3) « La colonisation chez les peuples modernes ».

(4) Conférence sur « le devoir colonial » (1897).

On reconnaîtra dans ces deux théories le point de vue de la grande bourgeoisie d'affaire et de la petite bourgeoisie « idéaliste ».

**

Le XX^e siècle a vu s'opérer au profit d'une dizaine d'Etats capitalistes le partage du monde. La ruée vers les colonies et les pays semi-coloniaux — c'est-à-dire l'accaparement par les monopoles des sources des matières premières et la recherche de débouchés certains — correspond à une phase particulière du développement capitaliste : à sa phase impérialiste, celle du capital financier. Les colonies et les pays semi-coloniaux exploités par le capital financier détenu par quelques grandes banques, constituent une immense réserve de forces pour l'impérialisme. Ce n'est que par la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme que les peuples opprimés des pays coloniaux ou semi-coloniaux arriveront à se libérer du joug de l'exploitation. Dans cette lutte contre l'impérialisme, les peuples coloniaux ont un allié, le prolétariat des pays avancés qui lutte aussi contre l'impérialisme. Le devoir du prolétariat des pays oppresseurs, c'est de soutenir directement et résolument le mouvement d'indépendance nationale des peuples opprimés contre l'impérialisme de la métropole, c'est de revendiquer le droit des peuples coloniaux à se séparer de la métropole, à se constituer en Etats indépendants — et à les y aider par tous les moyens. Lénine écrivait : « Le centre de gravité de l'éducation internationaliste des ouvriers dans les pays oppresseurs, doit résider dans la propagande et le soutien effectif du droit des peuples opprimés de se séparer de la métropole. Sans cela, il n'y a pas d'internationalisme possible. Nous pouvons et devons traiter de coquin tout socialiste d'un Etat oppresseur s'il ne fait pas cette propagande. »

Le véritable internationaliste doit, lorsque c'est l'intérêt de la révolution prolétarienne, soutenir toute lutte révolutionnaire d'un peuple opprimé, même arriéré, contre l'impérialisme, parce qu'elle sape l'impérialisme. C'est pourquoi les communistes français s'efforceront de hâter le mouvement d'émancipation des peuples coloniaux exploités par l'impérialisme français (arabes, nègres, annamites, etc.); en dépit des vociférations des bourgeois français et des renégats socialistes, ils soutiendront, ils aideront, le moment venu, l'insurrection des colonies, qui marque bien l'époque de décomposition du capitalisme et des guerres interimpérialistes, et aussi le début de l'ère des révolutions prolétariennes.

CLARTE.

La lutte des classes dans la Révolution chinoise

L'article qu'on va lire apportera à nos camarades, sur l'évolution du mouvement révolutionnaire en Chine, une documentation en majeure partie inédite qui leur permettra de se faire une plus juste opinion, de mieux pénétrer aussi le sens historique des événements récents. Dans cette revue, où nous nous sommes efforcés, par toute une série d'études, de donner à nos lecteurs le maximum de documentation sur le problème chinois, une telle mise au point s'imposait. Après le coup de force de Tchang-Kai-Shek, la révolution chinoise entre dans une nouvelle phase. De nouveaux rapports de force s'établissent entre les éléments qui jusqu'à ce jour, au sein du Kuomintang, avaient mené la même lutte sur le terrain national contre les mêmes adversaires.

La phase du front unique de toute la nation se trouve aujourd'hui dépassée. La bourgeoisie nationale ayant atteint ses principaux objectifs, essaye maintenant de limiter les conquêtes révolutionnaires des masses, de s'opposer à tout progrès, dans le sens du socialisme, des ouvriers et des paysans.

Dans quelques-unes de nos précédentes études, nous avons commis, faute de renseignements précis, un certain nombre d'erreurs dans l'appréciation exacte de la situation, principalement en ce qui concerne les rapports du Kuomintang et du prolétariat chinois et les problèmes de la lutte des classes en Chine. Non pas dans les perspectives générales : « La grande bourgeoisie chinoise ne lutte contre l'impérialisme étranger que pour établir son propre pouvoir économique et politique sur la Chine, écrivions-nous dans le numéro du 15 janvier, mais elle se montre disposée à traiter à l'amiable avec les impérialismes et à étouffer, le jour où elle exercera le pouvoir, le mouvement de libération des masses paysannes et ouvrières ». Le coup de force de Tchang-Kai-Shek, les fusillades et les exécutions des militants ouvriers à Shanghai, à Nankin, à Canton, ont confirmé la justesse et l'exactitude de notre thèse. Mais nous ne pensions pas que les événements se dérouleraient selon un rythme aussi accéléré et qu'une étape que nous estimions devoir être de quelque durée serait brûlée en quelques semaines. Qu'on se reporte à l'interview de Tchang-Kai-Shek, que nous publions en février et qui date de décembre 1926. C'est pourtant en se maintenant en majeure partie sur une plateforme aussi radicale, en continuant à se réclamer du programme du Kuomintang, que Tchang-Kai-Shek combat le mouvement ouvrier. Certes, il est probable que pour tenter de briser la marche en avant du prolétariat, Tchang-Kai-Shek et ses partisans seront amenés à abandonner la partie la plus radicale du programme de Sun-Yat-Sen et de composer aussi bien avec les militaristes du Nord qu'avec les impérialismes. Cependant, il n'en reste pas moins que le coup de force de la bourgeoisie contre le prolétariat, avant même le triomphe militaire complet du mouvement national, rompt l'unité de front tactique et politique du Kuomintang. Et alors la question se pose de savoir si le prolétariat chinois peut encore se satisfaire d'un programme (celui de Sun-Yat-Sen) qui permet à la bourgeoisie nationale de réaliser en

grande partie ses buts spécifiques de classe. L'unité peut se rétablir peut-être dans le Kuomintang sur le programme de Sun-Yat-Sen. Mais entre la bourgeoisie chinoise ralliée à ce programme, et le prolétariat, de nouveaux rapports s'établissent qui sont des rapports de lutte de classe. Le parti communiste, avant-garde de ce prolétariat, doit donc tenter de rallier les masses autour de son propre programme. La classe ouvrière et les paysans pauvres ne peuvent, en effet, admettre d'être frustrés de leurs conquêtes révolutionnaires au profit de leur bourgeoisie nationale.

Il y a maintenant deux perspectives pour la révolution chinoise : la bourgeoisie bat le prolétariat et établit en Chine, avec l'appui de l'impérialisme, sa domination en tant que classe capitaliste ; ou bien le prolétariat bat sa bourgeoisie, prend la direction de la révolution, triomphe des impérialismes et s'achemine dans la voie du socialisme avec toutes les conséquences qui en découlent.

De nouveaux problèmes d'organisation, de nouveaux problèmes de tactique se posent donc qu'il est impossible de ne pas étudier attentivement. Nous les étudierons donc. A cet égard, l'étude de Victor Serge apporte à l'examen de tels problèmes une précieuse contribution.

M. F.

Voici des années que la révolution chinoise grandit sur notre horizon. Les récents événements de Shanghai posent brutalement, devant la classe ouvrière internationale, les problèmes de la lutte des classes au sein de cette grande révolution, trop souvent considérée jusqu'à présent comme essentiellement nationale, bourgeoise. Que s'est-il passé là-bas ? Ceci : le 21-22 mars, une insurrection ouvrière, à la tête de laquelle se trouvaient les Syndicats et quelques poignées de valeureux militants communistes, s'emparaît, après une sévère bataille de rues livrées aux troupes de la réaction nordiste, de la vraie capitale industrielle et commerciale de la Chine, Shanghai. Le prolétariat accomplit cet exploit sous les gueules des canons anglais, français, américains, japonais, italiens (j'en passe). Moins d'un mois après, les 13-14 avril, le généralissime commandant les armées nationalistes-révolutionnaires du « Kuomintang » faisait traitreusement désarmer et mitrailler ce prolétariat, vaincu, jugulé, en une nuit, par ses alliés officiels. Et ce mauvais coup prévu et annoncé depuis de longues semaines par la presse bourgeoise de tous les pays, était pour les militants ouvriers, communistes de tous les pays, une douloureuse, une effroyable surprise... Déplorons d'abord la désolante faiblesse de notre information sur la ré-